

Éliane Viennot
Université de Saint-Étienne, Institut Claude Longeon

LES FEMMES DE LA RENAISSANCE, OBJETS D'ÉTUDES AU XX^e SIECLE¹

À Eugénie Droz, libraire, imprimeuse, érudite.

Un bilan des études effectuées au XX^e siècle sur les femmes à la Renaissance est actuellement impossible à établir. D'une part parce que le sujet est trop vaste – il faudrait au moins le réduire géographiquement, et c'est ce que je ferai ici en me concentrant sur les femmes françaises ; d'autre part parce que nous ne disposons pas aujourd'hui d'outils permettant de le dresser. Ceci est d'autant plus fâcheux que ces études, relativement développées à la fin du XIX^e siècle et dans les vingt premières années du suivant, mais qui se sont ensuite quasiment taries, connaissent depuis trois décennies un développement spectaculaire, à la fois dans différents pays et dans différentes langues. Aucune bibliographie spécifique de ce domaine n'existe², et les bibliographies générales qui sont consultables n'ont le plus souvent pas été conçues pour permettre en ce sens des enquêtes efficaces. La confection d'une base de données et d'un répertoire des chercheuses/chercheurs du domaine sont au cœur des objectifs de la SIEFAR, association pluridisciplinaire et pluriséculaire qui vient d'être créée à l'appel d'une vingtaine de spécialistes travaillant dans plusieurs pays³.

L'impossibilité de faire ce bilan de manière satisfaisante n'empêche pas d'esquisser un état des lieux, si ce n'est des recherches elles-mêmes, du moins des questions qu'elles posent, aux personnes qui les mènent comme aux autres. C'est la raison pour laquelle j'ai accepté de faire cette présentation, en sachant qu'elle sera terriblement imparfaite, mais en me réjouissant de ce que l'année 2000 soit, paraît-il, plutôt la dernière de ce siècle que la première du suivant. Ainsi, il ne sera pas dit que les spécialistes de la Renaissance française – et tout particulièrement les spécialistes

¹. Cet article aurait dû paraître dans les Actes du colloque de Tours, *La Renaissance au XX^e siècle, Perspectives historiographiques* (3-7 juillet 2000, CESR, sous la dir. de G. Chaix & M. Simonin). Le projet de publication semble avoir été abandonné à la suite du décès de Michel Simonin.

². Signalons toutefois : Linda Frey, Marsha Frey & Joanne Schreider, *Women in Western European History. A Select Chronological, Geographical and Topical Bibliography, from Antiquity to the French Revolution*, The Harvester Press, 1982 [BNF salle X, 940.016 FREY w1] ; Margaret Collins Weitz, *Femmes : Recent Writings on French Women*, GK Hall & Co, 1985 : sur la décennie 1970-1979 seulement, mais une utile « Bibliography fo earlier Works, 1830-1969 », p. 193-230 [BNF salle X, 305.016 FEMM w].

³. *Société Internationale pour l'Étude des Femmes de l'Ancien Régime*, 6 rue Jean Monnet, 94270 Le Kremlin-Bicêtre, France — SIEFAR@aol.com — www.siefar.org

français de la Renaissance française – ont laissé s'achever le XX^e siècle sans s'interroger collectivement sur l'étrange partition du monde qui règne généralement dans leur savoir. Je ne crois pas en effet que les études de type « bilan et perspectives des recherches sur la Renaissance » aient jamais mentionné cette partition, non plus que le développement des travaux qui s'attachent à la défaire depuis trente ans maintenant. En l'absence de bons outils, je me suis donc essentiellement appuyée sur ma propre expérience, sur ma propre bibliographie, sur ma propre bibliothèque – qui toutes sont limitées. Je me suis également appuyée sur des catalogues informatisés, comme celui de la BNF, dont tout le monde connaît les imperfections, et encore sur quelques CD-Rom dont aucun n'est complet⁴.

Mon propos présentera deux volets. Le premier sera analytique, car l'évidence même de faire des recherches sur les femmes ne s'impose aujourd'hui qu'à une toute petite minorité de chercheurs et de chercheuses, surtout en France. J'évoquerai donc la question de la substance : y a-t-il matière à faire des recherches sur les femmes à la Renaissance – je veux dire, car la question de savoir s'il y avait des femmes à cette époque ne se pose pas vraiment, y a-t-il matière à faire des recherches *intéressantes* sur les femmes à la Renaissance ? Le second abordera plus nettement l'état des lieux des recherches effectuées ; j'essaierai de donner quelques informations chiffrées, qui j'espère montreront l'ampleur du chantier qui est devant nous. La confrontation des deux développements posera quant à elle la question du regard que les spécialistes posent généralement sur l'objet, ou plutôt du regard qu'ils-elles posent généralement ailleurs que sur l'objet, et qui nécessiterait à elle seule une réflexion épistémologique – que je ne ferai qu'esquisser.

*

Commençons donc par le commencement : la matière. Il est peu probable qu'aient existé, au cours de l'histoire de l'humanité, des périodes sans intérêt, sans mouvement, sans contradictions, sans avancées ni reculs en ce qui concerne les relations entre les sexes. Il est clair, en revanche, que la Renaissance est l'une des époques les plus passionnantes de ce point de vue. Encore faut-il, pour que ce « point de vue » apparaisse, regarder les deux sexes du même œil. Or une tradition bien établie nous pousse à ne pas en faire ainsi, voire à ne pas considérer du tout l'une des deux moitiés de l'humanité et à ne s'intéresser qu'à l'autre, investie à elle seule de la fonction de représenter l'espèce humaine. J'esquisserai donc tout d'abord un tableau

⁴. Ce bilan ne pouvant tenir lieu de bibliographie, je n'indique ici que quelques travaux, et ne donne de ceux que je cite que les références de ceux qui sont difficiles à trouver (ouvrages en langues étrangères, articles).

de la richesse particulière, et encore si mal vue, des femmes comme sujets de recherche en soi.

Le domaine politique est tout particulièrement fourni. D'une part, La Renaissance est – avec la période mérovingienne – la seule de l'histoire de France où l'on observe une concentration de femmes gouvernant le royaume, seules ou en collaboration avec des rois, avec ou sans le titre de régente, comme ce fut le cas d'Isabeau de Bavière, d'Anne de France, d'Anne de Bretagne, de Louise de Savoie, de Catherine de Médicis, de Marie de Médicis. C'est d'autre part la période où naît une institution fondamentale de l'Ancien Régime : celle de la maîtresse royale, dont plusieurs ont eu un rôle politique de premier plan, voire ont fait office de premier ministre durant des années ; je cite, encore pour mémoire, Agnès Sorel, Françoise de Châteaubriant, Anne de Pisseleu, Diane de Poitiers, Gabrielle d'Estrées. Non loin de ces femmes, en collaboration avec elles, ou en opposition avec elles, on trouve une pléiade de gouvernantes, reines ou non, comme Isabelle de Castille, Marguerite d'Autriche, Marie de Hongrie, Marie Tudor, Elisabeth d'Angleterre, Marguerite de Navarre, Jeanne d'Albret, Catherine de Navarre. Une pléiade, aussi, de dirigeantes de grandes Maisons, veuves ou non, qui ont joué un rôle de premier plan dans les affaires politiques et notamment les guerres civiles, comme les princesses de Condé, les nombreuses duchesses de la famille de Lorraine, les femmes des familles de Montpensier, de Montmorency, de Rohan, auxquelles on doit ajouter certaines filles de France (Marguerite de Savoie, Diane de France, Marguerite de Valois), et quelques personnalités très présentes sur la scène publique comme Louise de Clermont, duchesse d'Uzès, Claude-Catherine de Dampierre, maréchale puis duchesse de Retz, Henriette de Clèves, duchesse de Nevers, Léonora Galigai, maréchale d'Ancre. Ces femmes ont eu un rôle non seulement politique, mais également culturel (la plupart furent de grandes mécènes), et aussi religieux (la plupart se sont engagées d'un côté ou d'un autre), et aussi littéraire (la plupart ont laissé des écrits).

Ce qui me conduit à la scène littéraire, également fort bien représentée, surtout au regard des siècles précédents. Évelyne Berriot, dans sa thèse sur *Les Femmes dans la société française de la Renaissance*, a répertorié près de quarante femmes dont les écrits ont été publiés entre 1497 et 1626, et une quinzaine publiées après la Renaissance ou toujours inédites (mais ce chantier-là n'est qu'entamé) ; et ces chiffres ne prennent en compte ni les épistolières « pures » ni les autrices de poésies semées dans les recueils collectifs⁵. Le travail bibliographique effectué par William Kemp, en cours mais

⁵. Autrices, hors correspondances et poésies semées en recueils collectifs : Anne de France, Anne de Graille, Anne de Marquets, Anne Picardet, Anne Seymour, Antoinette de Luynes, Antoinette Peronnet, Camille Morel, Catherine d'Adorny, Catherine d'Amboise, Catherine de Bourbon, Catherine des Roches, Charlotte de Brachart, Charlotte de Mornay, Charlotte de Minut, Christine de Pizan,

publié pour la première partie du XVI^e siècle⁶ ajoute à cette information le nombre des éditions et rééditions de chacun des textes publiés, qui montre que certaines autrices furent particulièrement appréciées de leur temps. Ces femmes sont d'origines sociales diverses : il y a parmi elles des princesses (dont la plupart ont publié, ce qui dénote un écart par rapport à la « norme » de leur milieu), mais aussi des femmes de la noblesse moyenne, des bourgeoises, des religieuses, des femmes liées au milieu humaniste – généralement des « épicières »⁷. Quant aux genres dans lesquels elles se sont exprimées, ils sont particulièrement variés, puisqu'ils vont de la poésie au traité, en passant par la nouvelle, le roman, l'essai, la biographie, l'autobiographie, le mémoire justificatif, les Mémoires, le journal, l'épître, le discours – sans oublier la traduction...

Dans le domaine artistique, la Renaissance française ne semble pas présenter de grandes créatrices comparables à Catherine van Hemessen pour la Flandre, ou à Marietta Robusti, Sofonisba Anguissola et Lavinia Fontana pour l'Italie et l'Espagne. Les rares études effectuées dans ce domaine nous permettent cependant de savoir que Jacquette de Montbron, la belle-sœur de Brantôme, sculptait et qu'elle s'est faite architecte pour construire son château, que Suzanne de Court était une émailleuse célèbre, qu'une fille du peintre Corneille de Lyon a été saluée par Antoine du Verdier comme peignant « divinement bien », que la fille d'Ange Vergèce illustre les manuscrits de son père, que les « painteresses » Marie Coudrau et sa fille Dauphine

Claude de Chateaubriant, Claudine Scève, la Comtesse de Sanzay, Didière Gillet, Gabrielle de Coignard, Georgette de Montenay, Hélienne de Crenne, Jacqueline de Miremont, Jeanne d'Albret, Jeanne de Jussie, Jeanne Du Laurans, Jeanne Flore, Jeanne Serres, Jeanne Seymour, Louise Bourgeois [dite Boursier], Louise de Savoie, Louise Labé, Madeleine des Roches, Marguerite d'Autriche, Marguerite de Bretagne, Marguerite de Cambis, Marguerite La Salle, Marguerite de Navarre, Marguerite de Valois, Marguerite Seymour, Marie de Brabant, Marie de Brames, Marie de Costeblanche, Marie Dentièrre [D'Ennetières], Marie de Pierre-Vive, Marie de Romieu, Marie Le Gendre, Marie Le Jars de Gournay, Nicole Estienne-Liébaud, Pernelle du Guillet, Philiberte de Feurs, Suzanne Habert... Poétesses publiées dans des recueils collectifs durant la Renaissance : Marguerite D'Auvrelat, Claude de Bectone, Chrestienne Bernard, Suzanne Calier, Marguerite Decousu, Dauphine Desjardins, Marie Du Moncel, Mademoiselle Du Thier, Madeleine Du Val, Jeanne de Faulquier, Marguerite de Gourdon, Greffière Guérin, Catherine Guillard, Katherine Laillet, Jeanne de La Font, Marie Le Prevost, Mademoiselle de Salètes, Françoise de Terissan, Marie de Villecoq...

⁶. William Kemp, « Bibliographie des imprimés féminins, 1488-1549 », in *L'Écriture des femmes à la Renaissance française*. Montréal, McGill, Littératures 18, 1998 [l'ensemble de la période (1488-1610) doit paraître chez Champion].

⁷. Cf. Michèle Le Dœuff : « Christine de Pisan représente la résurgence de l'épiclérat lettré. [...] On peut appeler Renaissance le temps marqué par la réapparition d'une classe de lettrés laïques, éventuellement mariés, pères et parfois pères de filles seulement, come une revanche de la famille, du livre et du savoir profane sur le monastère, l'école ou l'université. [...] on voit tout à coup l'Europe fourmillier de dames et de petites bourgeoises 'nourries aux lettres' grâce à un contexte familial dans lequel l'éducation des filles est d'autant plus soignée qu'il n'y a pas de fils. » (*Le Sexe du savoir*, 1998, Flammarion « champs », p. 194).

ont participé à la décoration du Donjon d'Amboise⁸... Il est vraisemblable que des recherches plus approfondies permettraient d'étoffer cette petite liste. En revanche, la mise en scène des relations entre les sexes dans la peinture et l'iconographie de la Renaissance présente un domaine d'études quasi inépuisable, tant cette époque s'est plu à les représenter.

Le domaine religieux fournit un autre vaste chantier. Dans cette période où naît la Réforme, où ont lieu les guerres civiles et religieuses, où la Contre-Réforme se met en place, les femmes – des femmes – ont joué un rôle souvent décisif. Au-delà des dirigeantes, qui ont parfois imposé leurs choix à leurs États ou ont tenté de le faire, il faut mentionner ici l'activité de conversion très intense menée par certaines, puisqu'on peut voir à côté de chaque grand chef protestant une mère, une sœur, une épouse, convertie avant lui ; on doit mentionner également l'activité épistolaire très fournie de ces femmes avec les grands réformateurs, de même que les activités proprement politiques, voire militaires, d'une bonne partie d'entre elles. La part des femmes dans la mise en place de la Contre-Réforme, autour de Vincent de Paul, François de Salles et Bérulle, fut de même très importante ; on pense bien sûr à Mme Acarie, mais bien d'autres ont compté ici, comme Marguerite de Valois. Et la littérature spirituelle, bien représentée parmi les autrices de la période, est évidemment à relier à ces préoccupations.

Le domaine philosophique, enfin, est tout à fait remarquable. La Renaissance, on le sait, voit le retour en force du platonisme, dont la réinterprétation est chrétienne et aussi largement féministe. Même s'ils ne sont pas sans ambiguïté de ce dernier point de vue, les auteurs platonisants, dont on connaît le succès, promeuvent une nouvelle conception de la femme et des relations entre les sexes qui rompt avec celle qui était majoritairement véhiculée par le Moyen Age tardif ; ils font de l'aimée une personne, une personne avec qui l'on peut dialoguer, avec qui peut se produire le fameux « contr'échange » des âmes – ce qui présuppose une égalité entre les deux partenaires –, voire qui peut mener au salut. Par ailleurs, l'époque voit émerger des femmes qui pensent – je veux dire des femmes qui se proposent comme but de produire et de transmettre de la pensée, dont les plus importantes sont certainement Christine de Pizan, Anne de France, Hélisenne de Crenne, Marguerite de Navarre, Marie Dentièrre, les Dames des Roches, Marguerite de Valois, Marie de Romieu, et Marie de Gournay.

⁸. Cf. Kathleen Wilson-Chevalier & Éliane Viennot (dir.), *Royaume de fémynie. Pouvoirs, contraintes, espaces de liberté des femmes, de la Renaissance à la Fronde*, Paris, Champion, 1999, introd., p. 11-12, et l'article de M. Lazard sur Jacqueline de Montbron.

Au-delà des fortes personnalités que je viens rapidement d'évoquer, et qui à elles seules pourraient motiver des dizaines d'études, il convient de souligner l'ampleur des recherches nécessaires concernant les conditions de leur émergence comme sujets politiques, ou comme mécènes, ou comme autrices, ou comme penseuses ; autrement dit, il convient de considérer avec attention l'état des rapports de force avec les hommes et les institutions du temps. La concentration de dirigeantes politiques, par exemple, ne peut pas être étudiée en dehors du contexte très particulier de la mise en place de la « loi salique », inventée quelque part entre la fin du XIV^e siècle et le début du XV^e, objet de théorisations politiques et de controverses intenses durant toute la Renaissance, et finalement sujet de guerre civile lors de l'arrivée au pouvoir d'Henri IV. De même, le nombre des femmes de lettres – et parmi elles le nombre de celles qui sont parvenues à la publication – doit être mis en relation étroite avec non seulement l'invention de l'imprimerie, mais aussi le débat sur les capacités des femmes à raisonner, et avec les multiples efforts faits pour les tenir à l'écart des lieux éducatifs en pleine croissance à la Renaissance, mais pour les hommes seulement.

Dans l'ensemble, d'ailleurs, les relations entre les sexes à cette période ne peuvent pas être comprises hors du contexte de construction de l'État moderne et de la redistribution des pouvoirs qui la définit. La montée en puissance de nouvelles élites détenant leur pouvoir non pas des lauriers gagnés sur les champs de bataille, mais du savoir glané dans les universités et les collèges, et dont la maîtrise, traduite en diplômes, ouvre sur l'exercice de charges prestigieuses dans ce qu'on appellera un jour la « fonction publique », approfondit en effet considérablement la division sexuelle du travail traditionnelle au sein de la société française. D'un côté, contrairement à ce qui se passe dans la noblesse, la bourgeoisie, l'artisanat ou la paysannerie, les femmes de la robe ne sont pas en position d'exercer la fonction de leurs époux en collaboration avec eux de leur vivant, ni seules une fois devenue veuves. D'un autre côté, elles sont absolument nécessaires au développement de ce groupe social. Contrairement aux clercs du Moyen Age, en effet, les hommes qui accèdent à ces charges dès l'aube de la Renaissance ne veulent plus payer leur pouvoir du prix du célibat ; ils veulent avoir des héritiers, transmettre leurs biens, construire des stratégies d'ascension sociale sur plusieurs générations – à quoi les invite du reste la monarchie par la création et la vente par centaine d'offices anoblissants.

Ces transformations sont à la base de la fameuse « revalorisation du mariage » qu'évoquent invariablement les livres sur la Renaissance sans jamais expliquer d'où elle vient, comme si la bonté des humanistes l'avait seule créée. Elles sont aussi à l'origine de la non moins fameuse « Querelle des femmes », que les livres – quand ils

l'évoquent, ce qui est rare – présentent non moins invariablement comme un débat purement « littéraire », suivant en cela Émile Telle, qui, dans son étude de 1937 sur *Marguerite de Navarre et la Querelle des femmes* répète la chose chapitre après chapitre, selon la méthode Coué, sans doute pour conjurer l'absence de fondement de cette thèse. La Renaissance est en effet aussi caractérisée non seulement par d'énergiques controverses sur la participation des femmes à la vie politique, religieuse et culturelle, qui se traduisent par la production de centaines de pamphlets et de textes misogynes, mais aussi – phénomènes bien plus tangibles, dont ces controverses représentent l'écume – par la dégradation des droits des femmes consécutive à la réintroduction du droit romain, et aussi par l'effondrement du marché du travail féminin (en termes de prolétarianisation de la main d'œuvre, de rétrécissement des métiers, et de fermeture de l'accès à la maîtrise dans beaucoup d'entre eux), et enfin par la flambée de haine que constitue la chasse aux sorcières... Ce n'est peut-être pas tout à fait un hasard si le féminisme est né à cette époque, ce qui fournit un autre chantier de recherches, aussi fondamental que les autres pour la compréhension de cette période.

*

L'abondance de la matière une fois établie, reste à observer ce qui est effectivement étudié. De tous les domaines que j'ai évoqués, un seul semble correctement couvert, celui de la sorcellerie – faut-il interroger le bon docteur Freud pour rendre compte de cette exception ? Un autre domaine, moins brûlant, commence à être mieux connu, grâce à Roméo Arbour et à quelques chercheurs – dont Michel Simonin –, c'est celui de l'activité des femmes dans l'imprimerie, secteur où elles ont été particulièrement actives durant toute la Renaissance et au-delà. Les autres domaines que j'ai mentionnés sont caractérisés par la rareté, voire l'absence des recherches d'une part, et par la différence d'intérêt qu'elles suscitent en France même et hors de France d'autre part.

La Querelle des femmes, par exemple, discutée et explorée à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, est aujourd'hui un immense chantier quasi abandonné ; il y a pourtant là matière à de multiples études, non seulement sur les idées émises par les un-e-s et des autres, mais aussi sur leur circulation à travers l'Europe *via* éditions et traductions, et aussi sur leur mise en pratique dans les différents domaines du droit, du travail, de la politique, de la philosophie, de l'éducation, etc. La dernière étude d'ensemble est celle de Marc Angenot, un Canadien français. Celle de Joan Kelly n'est toujours pas traduite en français⁹. Un

⁹. Joan Kelly, « Early feminist theory and the "querelle des femmes", 1400-1789 », *Signs* 8-1 (1982), p. 4-28.

colloque a paraît-il eu lieu sur cette question en Italie il y a quelques années, mais il n'a pas été publié... Le livre de Constance Jordan sur le féminisme de la Renaissance¹⁰ n'est toujours pas traduit. Et la voie ouverte par Ian McLean dans le domaine philosophique¹¹ ne semble pas avoir été suivie par d'autres spécialistes.

La scène judiciaire, plus précisément la question de la violence conjugale devant les tribunaux, a été récemment explorée par une jeune chercheuse allemande, Dorothea Nolde, dont la thèse, consacrée au « meurtre du conjoint en France à la fin du XVI^e siècle », est sous presse... en allemand¹². De même, les représentations de la différence des sexes – ou du genre – dans l'iconographie de la Renaissance est aujourd'hui essentiellement explorée par des Américaines, comme Sara Matthews-Grieco et Kathleen Wilson-Chevalier¹³. De même encore, la participation à la diffusion de la Réforme en France a été explorée par Roland Bainton et Nancy Roelker, dans des ouvrages encore aujourd'hui indisponibles en français¹⁴.

La question de la présence des femmes sur la scène politique n'est quant à elle que rarement posée en tant que telle, que ce soit du point de vue des obstacles mis à cette présence, ou du point de vue des stratégies de contournement des obstacles que ces femmes ont développées. Les études sur leur action, sur leur mécénat, sur leur culture, sur leurs écrits, sont en friche, excepté dans le domaine de l'histoire de l'art, où elles se développent aux Etats-Unis. La plupart des grandes femmes d'État de la Renaissance nous sont connues par les monographies dont elles ont été l'objet à la fin du siècle dernier. Depuis, celles qui avaient une réputation sulfureuse – fondée ou non – ont donné lieu à d'autres ouvrages, parfois pléthoriques, ordinairement répétitifs pour les informations générales, et merveilleusement inventifs pour les sottises. Les autres ont pour la plupart été laissées sur la touche. Celles qui étaient sorties de l'ombre y sont retournées, comme Antoinette de Bourbon et Louise de Coligny, et celles qui n'avaient pas eu la chance de rencontrer un biographe l'attendent généralement toujours, comme Anne d'Este, comme sa fille la duchesse de Montpensier, comme Diane de France.

¹⁰. Constance Jordan, *Renaissance Feminism. Literary Texts and Political Models* Ithaca & London, Cornell University Press, 1990.

¹¹. Ian McLean, *The Renaissance Notion of Woman: a Study in the Fortunes of Scholasticism and Medical Science in European Intellectual Life*, New York, Cambridge University Press, 1980.

¹². Cf. son article dans *Royaume de Fémynie*, *op. cit.*

¹³. K. Wilson-Chevalier, « Women on Top at Fontainebleau », *Oxford Art Journal*, 16-1 (1993), pp. 34-48, ainsi que son article dans *Royaume de Fémynie*, *op. cit.*

¹⁴. Roland H. Bainton, *Women of the Reformation in France and England*, Minneapolis, Augsburg Publishing House, 1973 ; Nancy Lyman Roelker, « The Appeal of Calvinism to French Noblewomen in the Sixteenth Century and their Role in the Huguenot Party », *Paper delivered at the annual meeting of the American Historical Association*, December, 1969 ; *Id.*, « The Role of Noblewomen in the French Reformation », *Archiv für Reformationsgeschichte* 63 (1972), pp. 168-195.

Ceci peut être éclairé par quelques chiffres. Ainsi, Jeanne d'Arc, Anne de Bretagne, Catherine de Médicis, Marguerite de Valois, font à l'évidence beaucoup vendre. La dernière a été l'objet d'une vingtaine de livres durant ce siècle, les deux précédentes d'une quarantaine ; quant à la première, j'ai renoncé à faire son compte – parce que le catalogue de la BNF lui-même y renonce (quand on lui demande la liste des ouvrages comportant *Jeanne d'Arc* dans leurs titres, il émet sous forme de placard une sorte de signal de détresse : « il y a trop de réponses ; précisez votre demande »). Si toutefois on interroge le CD-Rom Doc-Thèses (catalogue des thèses en lettres et sciences humaines depuis 1972) pour savoir combien d'auteurs ont véritablement travaillé plus de six mois sur ces femmes, on obtient : Jeanne d'Arc 0, Anne de Bretagne 1 (« Les plantes d'après le livre d'heures de A. de B. »), Catherine de Médicis 1 (« Catherine de Médicis dans l'œuvre de Balzac »), Marguerite de Valois 3. Aucune thèse non plus, depuis trente ans, sur Anne de Pisseleu, ni sur Anne d'Este, ni sur Antoinette de Bourbon, ni sur Catherine de Bourbon, ni sur Corisande, ni sur Diane de France, ni sur Diane de Poitiers, ni sur Gabrielle d'Estrées, ni sur Jeanne d'Albret, ni sur Louise de Savoie, ni sur Marie Stuart, ni sur Renée de France. Une seule sur Anne de France (en histoire de l'art), une sur la maréchale de Retz (en littérature). Dans le même temps, huit thèses ont été consacrées à Henri IV, qui a gouverné moins de temps que Catherine de Médicis.

La question de l'arrivée des femmes sur la scène littéraire à la Renaissance, des alliés et des ennemis qu'elles y ont trouvés, n'est de même que fort peu étudiée. En tant que tel, le problème ne paraît guère envisagé que par nos collègues de langue anglaise, si l'on excepte les travaux d'Évelyne Berriot et l'ouvrage récent de Gisèle Mathieu-Castellani et l'édition critique par Danielle Trudeau de *L'Amie de Cour* de Bertrand de la Borderie. C'est Outre-Atlantique que se sont tenus les quatre premiers colloques sur les « femmes écrivains de l'Ancien Régime » – les femmes françaises, faut-il le préciser ? –, au sein desquels la Renaissance est toujours la période la plus abondamment représentée¹⁵. Les autrices les plus célèbres elles-mêmes, à l'exception de Marguerite de Navarre, ne sont quasiment pas étudiées. Aucune thèse soutenue en France, depuis trente ans, sur les dames des Roches, Charlotte de Mornay, Georgette de Montenay, Jeanne Flore, Marie de Romieu, Marie de Gournay, Pernelle du Guillet... Une seule sur Christine de Pizan, une sur Hélienne de Crenne, et une sur Louise Labé, alors que dix PhD lui ont été consacrés depuis 1982. La sœur de François I^{er} bat dans ces conditions tous les records, avec six thèses françaises depuis

¹⁵. Deux au Canada (Waterloo, 1993 ; Montréal, 1997), deux aux Etats-Unis (Saint-Louis, 1995 ; Charlottesville, 1999). La prochaine édition devrait se tenir en France (Univ. de Rennes II, 2002).

trente ans... mais vingt-huit PhD depuis 1982. Dans les mêmes trente années en France, vingt-six thèses ont été consacrées à Rabelais, et trente-et-une à Montaigne.

Il est bien entendu que de bonnes études peuvent être dédiées à des personnages historiques ou à des auteurs sans qu'elles prennent la forme d'une thèse. Celles de Raymond Ritter sur Corisande, Catherine de Bourbon et Gabrielle d'Estrées, celles d'Yvan Clouas sur Catherine de Médicis et Diane de Poitiers, celle toute récente de Daniel Martin sur Louise Labé en sont la preuve. Mais ces études sont des exceptions au sein de la production souvent fort médiocre et purement mercantile dont ces grandes dames de la politique et de la littérature font l'objet, alors qu'elles méritent infiniment mieux, alors que de nombreux documents susceptibles de renouveler les connaissances que l'on a d'elles sont régulièrement mis au jour, alors que de nombreux textes d'elles sont toujours inédits. Je me permettrai de donner ici l'exemple de mon propre travail, qui me semble très significatif de cet état de choses. Lorsque je me suis intéressée à Marguerite de Valois, au début des années 1980, onze ouvrages lui avaient déjà été dédiés au XX^e siècle, ce qui fait en moyenne un tous les sept ans ; mais personne n'avait pris la peine d'aller consulter ses lettres présentes au département des manuscrits de la BNF, où j'en ai trouvé plus de cent inédites, adressées à des gens aussi insignifiants qu'Henri IV, Catherine de Médicis, Pomponne de Bellièvre, Henriette de Nevers, la maréchale de Retz, etc. Je m'intéresse aujourd'hui à Anne de France, dont il se dit – dans les livres où l'on parle d'elle – qu'on ne connaît quasiment aucune de ses lettres. Je viens d'en trouver une cinquantaine aux Archives Nationales, dûment microfilmées, et qui non seulement ont « le mérite d'exister », mais tendent à prouver qu'une bonne partie de la correspondance dite « de Charles VIII » est vraisemblablement d'elle. De telles trouvailles sont possibles parce que les femmes, quelles qu'elles soient (qu'y a-t-il de commun entre Anne de France et Marguerite de Valois, du moins tant qu'on les considère d'un œil non averti ?) constituent un domaine d'études abandonné des spécialistes depuis les lendemains de la première Guerre mondiale.

Ces femmes mal étudiées, ou sous étudiées, sont-elles pour le moins éditées ? Les écrits d'Anne de France ont connu une édition au cours du siècle, qui n'est qu'un *reprint* d'une édition du XIX^e siècle ; Georgette de Montenay est dans le même cas. Anne de Marquets, Gabrielle de Coignard, Marie de Romieu, Nicole Estienne, les Dames des Roches ont été éditées pour l'une ou l'autre de leurs œuvres une seule fois – la plupart de ces éditions étant récentes et réalisées par des collègues nord-américaines, ou françaises vivant Outre-Atlantique. Hélisenne et Marguerite de Valois sont un peu mieux loties : cinq éditions pour chacune durant le siècle, dont la plupart ont été réalisées au cours des dix dernières années. Sept œuvres de Christine

de Pizan ont de même été éditées au cours du siècle, dont la plupart récemment, mais une bonne partie ne le sont qu'en traduction ; le texte original de plusieurs de ses œuvres majeures (dont la *Cité des dames*) est donc encore indisponible. Là encore, seules Louise Labé et Marguerite de Navarre font donc exception, avec plus de trente éditions de l'œuvre poétique de la première durant le siècle, et plus de quinze pour la seconde ; plusieurs éditions en poche de *l'Heptaméron* sont même aujourd'hui en concurrence, ce qui est peut-être aussi peu raisonnable que la dizaine d'éditions de poche actuellement disponibles de *La Princesse de Clèves*, quand la *Clélie* et *Artamène* sont introuvables (même en extraits), ou alors à de 1000 Francs suisses pièce. Les autres autrices, à l'exception de Christine de Pizan pour un seul de ses ouvrages, ne sont pas disponibles en édition de poche, ce qui pose évidemment un problème majeur pour la diffusion de leurs œuvres et de leur pensée. Quant aux textes devenus indisponibles, ou toujours manuscrits, ils sont nombreux.

Je voudrais pour finir évoquer un dernier sondage effectué au sein de quelques revues spécialisées sur la Renaissance. Toutes les études, en effet, ne donnent pas lieu à des thèses ou à des livres. J'ai donc voulu voir dans quelle proportion des articles étaient dédiés à des femmes, aussi bien dans des revues du début du siècle, comme les *Études Rabelaisiennes* et la *Revue du Seizième Siècle*, que des revues de la seconde moitié du siècle comme *BHR* ou *RHR*, et quelques-unes de création plus récente comme la *Nouvelle Revue du Seizième Siècle*, *Albineana* et les *Montaigne Studies*. Mes critères ont été particulièrement généreux : j'ai retenu tous les articles présentant un nom de femme (y compris « Le jardinier de Catherine de Médicis » et « *In Memoriam Eugénie Droz* »), ou un nom de personnage féminin (romanesque, poétique, mythologique – quel que soit le sexe de son créateur), ou une œuvre de femme, ou même le moindre mot connotant une femme ou le féminin (*dame, fille, veuve, héroïne, reine, lectrice, féminin, maternel...*). C'est dire ce que ces pourcentages doivent aux *Délie*, *Cassandra*, *Marie* et autres *Hélène* – bref, à des hommes. Malgré cette sorte de gonflage des urnes dont on peut discuter, les chiffres sont éloquentes : si l'on excepte les *Montaigne Studies* (1989-1996), qui avec leurs 20 % confirment un trait déjà bien repéré, les autres présentent tout au long du siècle 4 à 9 % d'articles correspondant aux critères retenus, c'est-à-dire une proportion encore plus faible réellement consacrée à des femmes. Fait exception la *Revue du Seizième Siècle* (1913-1933), avec ses 11 %, dus aux travaux de Jourda et quelques autres chercheurs/chercheuses, notamment sur Marguerite de Navarre¹⁶. On remarque aussi un étrange jeu de balance – qui n'est peut-être dû qu'à la non représentativité de mon échantillon – entre *RHR* et la *NRSS*, puisque, dans les années où l'une se « remplit » (si l'on peut

¹⁶. 31 art. sur 276, à comparer aux 4,5 % des *Études rabelaisiennes* (1903-1912), 10 art. sur 220.

ainsi parler des 16 % de la NRSS entre 1983 et 1990), l'autre se vide (0 % entre 1985 et 1989)¹⁷. Le sondage incomplet effectué dans la revue des *Amis de Montaigne* (1985-1999) montre un autre phénomène, qui fait un peu penser aux « journées de la femme », ces parenthèses que l'on ouvrait encore il y a peu une fois l'an pour les refermer dès le lendemain. Aux 2 % de la décennie 1985-1995 (4 articles sur 156) succèdent les 70 % de la première moitié de l'année 1996 (12 articles sur 17 dans le n° 1-2-3, qui contient les actes du colloque *Marie de Gournay et l'édition de 1595 des Essais de Montaigne*). Après quoi, jusqu'au milieu de l'année 2000, on retombe à zéro.

Ces proportions sont comparables à celles qu'on repère dans les volumes d'actes et les livres collectifs, qui, quand ils ne portent pas expressément sur une femme, sont généralement à peu près vides de celles qui devraient y figurer. Les ouvrages sur les « conteurs et romanciers », par exemple, évoquent bien Marguerite de Navarre, mais jamais Anne de Graville ni Anne de France, dont personne ne semble s'être jusqu'ici aperçu qu'elle est l'autrice d'une longue nouvelle, pourtant publiée, et qui a beaucoup à voir avec *l'Heptaméron*. Le colloque sur *Le mécénat et l'influence des Guise* de 1994 (publié en 1997) présentait trente-quatre communications, dont deux seulement, de collègues Anglo-Saxon-e-s, portaient sur les femmes de la famille. Le colloque consacré en 1998 à *Michel de L'Hospital et les Politiques* (sous presse) comportait de même plus de trente communications, dont aucune dédiée à Marguerite de Savoie ou à Catherine de Médicis, qui furent pourtant les patronnes successives du grand homme ; le nom de la première n'a pas été prononcé durant les trois jours de travail, et celui de la seconde à peine ; une seule communication, d'un collègue étranger, portait sur Marie Stuart. Imaginerait-on un colloque sur *Michel Debré et la cinquième République*, où le général de Gaulle serait passé sous silence ?

Un dernier exemple montrera que les biais sexistes qui affectent la recherche ne sont pas vraiment en passe de céder du terrain. La bibliographie conseillée aux agrégatifs d'histoire pour le sujet d'histoire moderne de l'année 2000-2001 (« Les monarchies française et espagnole du milieu du XVI^e siècle à 1714 ») comporte 340 titres pour son volet français ; sur ces 340 titres, deux seulement sont chargés de signaler que le monde de cette époque n'était pas fait que d'hommes. Dans la section « biographies », notamment, qui comporte 24 titres, et où l'on trouve non seulement tous les rois de la période et les deux cardinaux, mais aussi Brantôme, Omer Talon, Louvois, Michel de L'Hospital, Fouquet, Concini, le duc d'Anjou, Pomponne de Bellièvre, Vauban et Sully, on aurait pu penser que pouvaient prendre place Diane de

¹⁷. NRSS : 1983 [n°1]-1990 = 7/43 (16 %) ; 1991-1999 = 6/104 (5 %) — RHR : 1975 [n°1]-1979 = 6/53 (11 %) ; 1980-1985 = 4/74 (5 %) ; 1985-1989 = 0/25 (0 %) ; 1989-1995 = 3/37 (8 %) ; 1996-1999 = 8/36 (22 %).

Poitiers, Marguerite de Valois, Marie de Médicis, Anne d'Autriche, la duchesse de Chevreuse, la duchesse de Longueville, Madame de Maintenon... Seule Catherine de Médicis a droit à une référence (un ouvrage américain). Les autres sont vraisemblablement des fleurs dans les jardins « à la française ».

Il convient enfin de noter que cette attitude mentale s'est maintenue tout au long du siècle malgré une féminisation considérable du milieu, puisque les chercheuses, présentes à dose homéopathique dans les premières décennies (Eugénie Droz, Simone Ratel, Suzanne Solente...), semblent être devenues presque aussi nombreuses que les chercheurs – d'après les quelques annuaires qui existent –, tout en se situant toujours en moyenne plus bas que les chercheurs dans l'échelle des carrières. En 1976, elles étaient 26 % des membres (et 70 % des rangs B ou inférieurs) de la petite (mais importante !) association régionale *RHR*¹⁸. De nos jours, elles représentent 39% (et 52 % des rangs B ou inférieurs) des personnes répertoriées dans le gros annuaire international des seiziémistes réalisé par la SFDES (1998)¹⁹ – chiffres qu'il conviendrait d'affiner selon la nationalité, de comparer à ceux que peut détenir le ministère de l'Éducation nationale (si de telles statistiques existent) et enfin d'analyser, tant du point de vue de ce qu'ils révèlent quant à l'évolution du milieu de la recherche que de la signification revêtue, pour les uns et les autres, par l'affiliation à des associations et/ou répertoires de ce type.

Je ne veux évidemment pas suggérer que les femmes devraient étudier les femmes, mais simplement qu'une tradition très forte joue là, pour ne pas dire une pression, implicite le plus souvent, explicite parfois, qui en France incite les un-e-s et les autres à ne pas s'engager dans des recherches sur les femmes, ou du moins pas tant que des stratégies de carrière sont en jeu. Ceux et celles qui s'y lancent ont généralement commencé par asseoir leur réputation dans un autre domaine. Les rares collègues femmes s'inscrivant d'emblée dans cette voie se sont vu conseiller un jour ou l'autre – et pas forcément par les personnes les moins sympathiques – de changer de sujet. L'étude des mémoires de maîtrise, qui comme on le sait ne sont pas répertoriés, pourrait montrer l'ampleur de ces pressions. Dans un numéro de *RHR* de 1979, en effet, Gabriel Pérouse donne une liste de douze mémoires qui représentent (dit-il lui-même) « les plus intéressants » des dix-huit qu'il a dirigés au cours des quatre années précédentes ; or le quart d'entre eux porte sur des œuvres de femmes –

¹⁸. À 1 ou 2 % près, dus aux prénoms unisexuels et à quelques prénoms étrangers illisibles pour moi. En 1976, elles étaient déjà 26% des membres de *RHR*, dont 70% des rangs B (voir l'un des 2 numéros de cette année-là).

¹⁹. Un grand merci à Michel Magnien, de la Société Française d'Étude du Seizième Siècle, de m'avoir communiqué ces données.

ce qui est un taux nettement supérieur à celui des thèses ou des articles²⁰. Si le fait était avéré (l'une ou l'autre des sociétés spécialisées pourrait mener cette enquête), il montrerait que les enseignant-e-s acceptent de diriger dans ce domaine des études qui ne portent pas à conséquences, mais reculent dès lors que la thèse est en cause (par intériorisation des canons en vigueur, ou « pour le bien » des étudiant-e-s). A moins que les étudiant-e-s eux-mêmes ne renoncent (n'aient longtemps renoncé ?) devant ce qu'ils-elles identifient comme n'étant pas un « sujet porteur ».

*

Il y a donc là matière à beaucoup de réflexion, et sur les chantiers de recherches inexploités qui s'ouvrent à nous lorsque la Renaissance est considérée dans sa totalité, c'est-à-dire avec ses acteurs et ses actrices, et sur nos propres résistances à investir ces chantiers, ou à laisser s'y aventurer des étudiants et des étudiantes qui pourraient en avoir envie, et que nous devrions encourager. La tradition idéologique et scientifique dont nous sommes les produits – et qui nous pousse, comme il n'y a pas besoin de lire Bourdieu pour le savoir, à la *reproduction* – est à la fois mutilante et dommageable à l'approfondissement des connaissances sur cette période que nous aimons tant et que nous trouvons tous et toutes, avec tant de raisons, passionnante.

D'un autre côté, et du bon (car il faut toujours regarder les choses du bon côté), cette tradition a aussi conservé dans l'ombre une gigantesque source de nouveaux objets de recherche, qui ont commencer de renouveler les savoirs constitués et vont continuer de le faire à un rythme accéléré dans les prochaines années, ce qui dessine pour l'avenir une aventure intellectuelle particulièrement stimulante. Pour ce qui concerne l'enseignement, cette irruption de nouveaux savoirs et de « nouveaux auteurs » est également une chance. A l'heure où les effectifs universitaires tendent à s'amoinrir, et les cours sur la Renaissance à se raréfier (en France, en tout cas), le renouvellement des approches et la diversification des auteurs proposé-e-s à la réflexion des étudiant-e-s est un excellent moyen de faire mieux toucher du doigt l'extraordinaire richesse des questionnements qui ont traversé cette période cruciale de l'histoire de France, ce que contredit la mise au programme année après année des sempiternels trois ou quatre mêmes auteurs, de surcroît réputés difficiles (à tort ou à raison). Ce ne serait pas céder à la démagogie que de mettre *aussi* entre leurs mains les poésies de Louise Labé et celles d'Anne de Marquets, les *Œuvres* des dames des Roches, les *Epistres* d'Hélisenne de Crenne, les *Mémoires* de Marguerite de Valois... Quant à l'intégration dans les études d'Histoire de cette moitié du monde qui si souvent encore n'y a pas droit de cité, elle pourrait de même faire comprendre plus

²⁰. *RHR* n° 8, 1979, p. 52.

concrètement les spécificités et les conflits de cette période (comme plus généralement celles de l'Ancien Régime) à des étudiant-e-s pour qui « tout cela est si loin ». Sous certains angles, à l'évidence, la « modernité » n'a pas fait tant de chemin que cela.